

**RAPPORT N°2023/7-08
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 07 décembre 2023**

OBJET

GESTION DE LA FOURRIERE ANIMALIERE/CAPTURE DES ANIMAUX ERRANTS – RAMASSAGE DE DEPOUILLES ANIMALES - SUR LE TERRITOIRE DE LA CINOR - AUTORISATION DE SIGNER L'AVENANT N° 1 AU MARCHÉ 21-116 – LOT 2.

Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 26 « Lutter plus fortement contre toutes les nuisances pour préserver le cadre de vie » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR-

Dans le cadre de la lutte contre la divagation des chiens et des chats dans un objectif de garantir l'hygiène et la salubrité publique sur le territoire de la Communauté d'agglomération CINOR, la collectivité a conclu un marché de prestations de services pour la poursuite des prestations de gestion de la fourrière intercommunale - la capture des animaux errants et le ramassage de dépouilles animales sur le territoire de la CINOR.

A ce jour, le marché est alloté comme suit :

- Lot n°1 : Gestion de la fourrière intercommunale et la capture des animaux errants sur le territoire de la CINOR de la CINOR, notifié le 01 octobre 2021 à la SEMRRE pour une durée de 48 mois et un montant de 1 762 400.00 € HT
- Lot n°2 : : Ramassage des dépouilles animales sur le territoire de la CINOR, notifié le 01 octobre 2021 à la SEMRRE pour une durée de 46 mois à compter pour un montant de 389 850 €HT

La collecte des cadavres d'animaux de moins de 40kg étant de la compétence des EPCI en agglomération et hors agglomération en vertu de l'article L 2212-2 du CGCT, dans le cadre de son renouvellement de marché de collecte des dépouilles animales, la Région Réunion a défini un nouveau circuit de collecte (en annexe) excluant les zones suivantes : le Boulevard Sud, la portion de la route nationale (Jamaïque / entrée Nord de la route du Littoral.

Aussi, la prise en charge par la collectivité de ses nouvelles portions par notre prestataire porte un surcout financier qui peut difficilement être supporté par le prestataire SEMRRE, par conséquent il convient régulariser le surcout de l'extension du circuit de collecte de dépouilles animales par voie d'avenant.

A noter qu'en termes sécuritaire, la Collectivité bénéficiera d'un accompagnement logistique de la Région Réunion pour la mise en œuvre de cette prestation. En effet, le Centre Régional de la Gestion du Trafic (CRGT) procédera au balisage et a une mise en sécurité lors des interventions de notre prestataire.

Conformément à l' article R2194-8 du CMP, le marché peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur aux seuils européens qui figurent dans l'avis annexé au présent code et à 10 % du montant du marché initial pour les marchés de services et de fournitures ou à 15 % du montant du marché initial pour les marchés de travaux, sans qu'il soit nécessaire de vérifier si les conditions prévues à l'article R. 2194-7 (modifications d'un marché sans nouvelle procédure de mise en concurrence en cas de modification non substantielle) sont remplies. Les dispositions de l'article R. 2194-4 (calcul du montant de la modification et prise en compte de la clause de variation des prix) sont applicables au cas de modification prévue au présent article."

Le présent avenant N° 1 aura un coût supplémentaire par rapport au marché initial de 10 500€ H.T (20 mois* 525€ H.T) portant ainsi le montant total du marché à 400 350.00€ HT.

- Montant initial du marché (a) 389 850.00€ H.T
- Produit des révisions arrêté au mois de juillet 2023 (b) 13 411.13 € HT
- Total marché initial augmenté à la suite de la révision des prix (a + b) : 403 261.13€ HT.
- Montant supplémentaire avenant : 10 500.00€ HT
- % d'augmentation apprécié au regard du montant du marché initial augmenté sans la révision des prix : 2.60%.
- Nouveau montant total HT du marché (hors révision des prix) : 400 350.00 € HT
- Nouveau montant total TTC du marché (hors révision des prix) :434 379.75 € TTC

Les dépenses correspondantes seront imputées au budget principal de la CINOR en section fonctionnement, Chapitre 011 Compte 611.

974-249740119-20231207-BC2023-7-08-DE
Date de télétransmission : 14/12/2023
Date de réception préfecture : 14/12/2023

Toutes les autres clauses du marché non modifiées par le présent avenant n°1 demeurent applicables et inchangées.

Je vous demande par conséquent de bien vouloir :

Approuver l'avenant n° 1 au marché de n°21/116 du marché Ramassage des dépouilles animales sur le territoire de la CINOR lot 2 passé avec la SEMRRE pour un montant supplémentaire global de 10 50.00 € HT portant ainsi le montant total du marché à 400 350.00 € HT.

- Autoriser Le Président à signer l'avenant N°1, au marché 21-116- lot 2 - Ramassage des dépouilles animales sur le territoire de la CINOR

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.


**Le Président,
Maurice GIRONCEL**


**DECISION N° 2023/7-08
du Bureau de la Communauté
en séance du 7 décembre 2023**

OBJET

GESTION DE LA FOURRIERE ANIMALIERE/CAPTURE DES ANIMAUX ERRANTS – RAMASSAGE DE DEPOUILLES ANIMALES - SUR LE TERRITOIRE DE LA CINOR - AUTORISATION DE SIGNER L'AVENANT N° 1 AU MARCHE 21-116 – LOT 2.

-Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 26 « Lutter plus fortement contre toutes les nuisances pour préserver le cadre de vie » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR-

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions ;

Sur le RAPPORT n° 2023/7-08 du Président ;

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20231207-BC2023-7-08-DE
Date de télétransmission : 14/12/2023
Date de réception préfecture : 14/12/2023

**APRES EN AVOIR DELIBERE,
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver l'avenant n° 1 au marché de n°21/116 du lot 2 Ramassage des dépouilles animales sur le territoire de la CINOR passé avec la SEMRRE, pour un montant supplémentaire global de 11 500.00 € HT portant ainsi le montant total du marché à 400 350.00€ HT

ARTICLE 2

D'autoriser Le Président à signer l'avenant N°1, au marché n° 21-116 – lot 2- Ramassage des dépouilles animales sur le territoire de la CINOR.

Nombre de votants : 13 (dont 2 procurations) Suffrages exprimés : 13 Vote pour : 13 Vote contre : 00 Abstention : 00
--

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde 14 DEC 2023


**Le Président,
Maurice GIRONCEL**


Accusé de réception en préfecture 974-249740119-20231207-BC2023-7-08-DE Date de télétransmission : 14/12/2023 Date de réception préfecture : 14/12/2023
--